



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 11/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)

La Haie Sorette
BP 16
54450 Domjevin

Référence : CO/NW/2370_2023
Code AIOT : 0006200160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT) implanté La Haie Sorette - BP 16 - 54450 Domjevin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)
- La Haie Sorette - BP 16 - 54450 Domjevin
- Code AIOT : 0006200160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC EST exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Domjevin.

Ce site relève du champ de la directive européenne sur les émissions polluantes (directive IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Inventaire des flux d'effluents gazeux (MTD 3)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019,	/	Lettre de suite	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		Annexe 2 de l'AM, point III			
8	Techniques spécifiques au traitement physico-chimique (MTD 41)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point II	/	Lettre de suite	3 mois
9	Valeurs limites d'émission et surveillance (MTD 8 et 41)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point IX	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de Management Environnemental (MTD 1)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 de l'AM, point I	/	Sans objet
3	Opérations de manutention et transfert (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point II	/	Sans objet
4	Réduction des émissions diffuses (MTD 14)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point VI	/	Sans objet
5	Émissions résultant d'accidents ou incidents (MTD 21)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point VIII	/	Sans objet
6	Efficacité énergétique (MTD 23)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point IX	/	Sans objet
7	Contrôle des déchets entrants (MTD 40)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que l'exploitant met globalement en œuvre les meilleures techniques disponibles au droit de son site, au regard des points ciblés pour cette visite d'inspection.

Néanmoins, des caractérisations complémentaires sont attendues sur les rejets dans l'atmosphère,

sur les COV et les poussières, au droit des 2 points d'émissions existants, ainsi que le respect de la fréquence semestrielle de contrôle fixée par l'arrêté ministériel du 17/12/2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de Management Environnemental (MTD 1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 de l'AM, point I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : [...] Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.
Constats : L'exploitant dispose d'une certification ISO 14001 en cours de validité : la certification est délivrée pour l'ensemble du groupe CHIMIREC (validité du 20/07/2023 au 30/07/2024), complétée par la délivrance d'un certificat spécifique au nom de « CHIMIREC EST filiale Groupe CHIMIREC ». L'exploitant indique que la certification du groupe est obtenue après des audits « tournants », chaque site étant vu au moins tous les 3 ans. Certains des outils mis en œuvre par l'exploitant ont été présentés : indicateurs environnementaux, suivi réglementaire, planning des maintenances, etc...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inventaire des flux d'effluents gazeux (MTD 3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 de l'AM, point III
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents [...] gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : [...] 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants). [...]
Constats : Lors du dépôt du dossier de réexamen, l'exploitant indiquait qu'il n'y a aucun rejet canalisé d'effluents atmosphériques sur le site. Une recherche de captation était envisagée. Au jour de l'inspection, il apparaît que : - un rejet canalisé existe dans le bâtiment A, et est réglementé par l'arrêté préfectoral du

<p>28 janvier 2010 : il s'agit de l'extraction du local de la zone de stockage des DTQD (Déchets Toxiques en Quantités Dispersées) et de la zone de déconditionnement.</p> <p>Les mesures effectuées par l'exploitant permettent d'établir les concentrations moyennes et flux de COV émis ;</p> <p>- les outils de production (broyeurs, déchiqueteurs,...) présents dans le bâtiment C font désormais l'objet d'une captation des émissions (depuis juin 2023). L'exploitant a mandaté l'organisme DEKRA pour la réalisation d'une campagne de caractérisation des émissions, visant ensuite à définir la nécessité ou non d'un traitement des émissions (offre commerciale reçue le 23/10/2023, bon de commande signé le 24/10/2023, mesure programmée le 24/11/2023). Les mesures ont été effectuées et l'exploitant est dans l'attente de la réception du rapport d'analyse.</p> <p>Ces éléments permettront alors d'actualiser cet inventaire des effluents gazeux tel que prévu par les MTD et l'arrêté ministériel du 17/12/2019.</p> <p>Le sujet de la présence potentielle de COV CMR est également à étudier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Opérations de manutention et transfert (MTD 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement.</p> <p>Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure. Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels.</p> <p>Si l'installation procède à des mélanges de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées au mélange.</p> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques associés et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et leur incidence sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure de déchargement d'une citerne, ainsi que différents documents en lien avec la prévention des risques de déversement accidentels : contrôle des flexibles, contrôle des rétentions, contrôle des cuves.</p> <p>Ces contrôles sont consignés dans un outil informatisé de gestion de la maintenance.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le bon état de la rétention des cuves extérieures a été contrôlé : R.A.S.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des émissions diffuses (MTD 14)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point VI
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)
Constats : Dans son dossier de réexamen, l'exploitant déclarait mettre en œuvre les techniques a) à g). Lors de la visite sur site, un focus a été réalisé sur les techniques c) et d) : - au niveau des cuves recevant des effluents corrosifs, l'exploitant déclare réaliser des tests réguliers de l'épaisseur des parois en acier, par l'organisme DEKRA (présentation du dernier contrôle du 12/06/2019, n° D14248301901) ; - s'agissant de la collecte et du traitement des émissions diffuses, une extraction d'air existe déjà au droit du bâtiment A (cf. constat n° 2), et une captation des émissions a été mise en œuvre au droit des équipements dans le bâtiment C. Une caractérisation des émissions est attendue avant mise en œuvre le cas échéant d'une solution de traitement. Les effluents gazeux du bâtiment A sont traités par un filtre à charbons actifs (dernier changement de filtre opéré en avril 2016).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Émissions résultant d'accidents ou incidents (MTD 21)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes. Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité. Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements. L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.
Constats : L'exploitant tient un registre des personnes présentes dans l'établissement. Un système de vidéosurveillance est présent, et différents outils de contrôle d'accès ont été présentés à l'inspection (non détaillés pour raisons de sécurité). Des procédures sont en place pour la gestion des écoulements accidentels, et les salariés sont régulièrement formés aux situations d'urgence. Les incidents survenant au sein de l'ensemble des sites du groupe CHIMIREC sont consignés dans un logiciel, présenté à l'inspection. Le dernier incident survenu sur le site de Domjevin date du 04/10/2023 (déversement d'un fût contenant des huiles).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Efficacité énergétique (MTD 23)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 de l'AM, point IX
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

<ul style="list-style-type: none"> - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les principaux indicateurs suivis au sein de l'établissement (et du groupe) : consommations d'eau, consommations d'électricité.</p>
<p>Observations : Ce plan d'efficacité énergétique mérite d'être complété par la définition de ratio "cibles" à atteindre, de type "kWh d'électricité par tonne de déchets traités".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Contrôle des déchets entrants (MTD 40)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans le cadre de ses procédures d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets prévues au II de l'annexe 2, l'exploitant surveille les déchets entrants en ce qui concerne : - la teneur en matières organiques, en agents oxydants, en métaux, sels et composés odorants ; - le potentiel de formation de dihydrogène lors du mélange des résidus de traitement des fumées.</p>
<p>Constats : L'ensemble des déchets entrants fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. Deux exemples de fiches ont été présentés lors de la visite d'inspection. Il n'y a pas de résidu de traitement des fumées (simple traitement par charbons actifs).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Techniques spécifiques au traitement physico-chimique (MTD 41)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant confine, collecte et traite ses émissions conformément au d du VI de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : absorption, biofiltre, filtre en tissu, épuration par voie humide. [...]</p>
<p>Constats : Comme évoqué dans les constats précédents, l'exploitant a mis en place une captation des émissions diffuses issus des équipements présents dans le bâtiment C.</p>

A ce jour, aucun traitement n'est mis en place, l'exploitant a mandaté l'organisme DEKRA pour la réalisation d'une caractérisation des émissions (cf. constat n° 2, bon de commande signé le 24/10/2023, mesures prévues le 24/11/2023), dont l'objectif est d'identifier la nécessité ou non de traiter les émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émission et surveillance (MTD 8 et 41)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.4 de l'AM, point IX			
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD			
Prescription contrôlée :			
Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	Poussières	5 mg/Nm ³	semestrielle
	NH ₃ (1)	/	semestrielle
	COVT (1)	/	semestrielle
⁽¹⁾ La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.			
Constats : L'exploitant effectue des mesures de COV au droit du point d'émission du bâtiment A, et a communiqué les 2 derniers rapports de contrôle du 14/06/2022 et du 19/10/2023. La fréquence de contrôle semestrielle n'apparaît pas respectée. De plus, les rapports communiqués par l'exploitant montrent que les mesures sont effectuées au moyen d'un détecteur portatif (PID), ce qui ne permet pas à l'inspection de statuer sur le caractère fiable, répétable et reproductible des mesures, ni de s'assurer que les mesures aient été réalisées dans le respect de la norme NF EN 12619. S'agissant du bâtiment C, compte tenu de la mise en place récente d'une captation des émissions, aucune n'a été réalisée à ce jour. L'exploitant a mandaté l'organisme DEKRA pour la réalisation d'une campagne de mesure. Par ailleurs, aucune mesure des émissions de poussières n'a été réalisée à ce jour.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Lettre de suite			
Proposition de délais : 3 mois			